

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 juillet 2023

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

visant à renforcer l'écosystème politique,
industriel et militaire en vue de créer
une communauté de Défense

(déposée par M. Theo Francken et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 juli 2023

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

betreffende het versterken
van het politiek-industrieel-militair
ecosysteem tot een Defensiegemeenschap

(ingediend door de heer Theo Francken c.s.)

09953

N-VA	: <i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
Ecolo-Groen	: <i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen</i>
PS	: <i>Parti Socialiste</i>
VB	: <i>Vlaams Belang</i>
MR	: <i>Mouvement Réformateur</i>
cd&v	: <i>Christen-Démocratique en Vlaams</i>
PVDA-PTB	: <i>Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique</i>
Open Vld	: <i>Open Vlaamse liberaal en democraten</i>
Vooruit	: <i>Vooruit</i>
Les Engagés	: <i>Les Engagés</i>
DéFI	: <i>Démocrate Fédéraliste Indépendant</i>
INDEP-ONAFH	: <i>Indépendant - Onafhankelijk</i>

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 55 0000/000	<i>Document de la 55^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Version provisoire du Compte Rendu Intégral</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
PLEN	<i>Séance plénière</i>
COM	<i>Réunion de commission</i>
MOT	<i>Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

Afkorting bij de nummering van de publicaties:

DOC 55 0000/000	<i>Parlementair document van de 55^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>
PLEN	<i>Plenum</i>
COM	<i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 24 février 2022, la Russie a intensifié sa guerre illégitime contre l'Ukraine voisine en procédant à une invasion à grande échelle. Cette attaque – mal coordonnée – n'a toutefois pas conduit à la conquête rapide attendue du territoire ukrainien. Elle a débouché sur une guerre de tranchée sanglante. La ruée vers les matériaux dans l'espoir vain d'une percée depuis les tranchées du Donbass et la prolifération des nouvelles technologies ont épuisé les réserves militaires occidentales et exercent une forte pression sur notre industrie de défense, qui est exhortée à produire les quantités nécessaires.

Avant l'invasion, la plupart des pays de l'OTAN avaient déjà l'ambition d'augmenter leurs dépenses en matière de défense et s'étaient engagés sur la voie de l'investissement militaire et de l'innovation pour tourner la page de la guerre expéditionnaire de l'après-Guerre froide. Eu égard à la guerre en Ukraine, il convient à présent d'accélérer la concrétisation de ces projets, dans un contexte marqué par des réserves insuffisantes et une capacité industrielle inadaptée.

Nos budgets militaires sont limités. Il est dès lors essentiel de garantir la coordination et la collaboration entre les sphères économiques, académiques, militaires et politiques au sein de ce pays afin de remplir nos objectifs nationaux et nos obligations internationales dans les années à venir. Il s'agit d'un exercice continu visant à identifier les capacités pertinentes en matière de défense (aujourd'hui et pour l'avenir), les atouts industriels ou scientifiques dont nous disposons pour pouvoir nous inscrire dans le réarmement européen plus large et les programmes d'investissement ou de développement qui sont essentiels.

Cependant, au lendemain des affaires Agusta et Dassault, des murs ont été érigés entre la Défense, l'industrie et le monde politique. Ces sphères opèrent donc souvent indépendamment les unes des autres, sans interagir entre elles, ce qui se traduit par un manque d'efficacité et des opportunités manquées. Mais les temps ont changé et nous ne pouvons plus tolérer cette déconnexion. Un grand nombre d'avantages en termes financiers, industriels et d'emplois risquent de disparaître.

Les responsables politiques sont investis du rôle important de sélectionner et de négocier à temps les partenariats, de faciliter les synergies et de briser le tabou ou la peur de coopérer avec la Défense ou l'industrie de la défense, qui inhibent de nombreux instituts de recherche, entreprises et acteurs financiers. Ils ont aussi

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 24 februari 2022 escaleerde Rusland haar illegitieme oorlog tegen buurland Oekraïne met een grootschalige invasie. De slecht gecoördineerde aanval leidde echter niet tot de verwachte snelle verovering van het Oekraïense grondgebied, maar resulteerde in een bloedige stellingenoorlog. De materiaalslag in de ijdele hoop van een doorbraak uit de loopgraven van de Donbas en de proliferatie van nieuwe technologieën, hebben de Westerse militaire reserves uitgeput en plaatsen grote druk op onze defensie-industrie om de noodzakelijke kwantiteiten te kunnen produceren.

De meeste NAVO-landen hadden zich voor de inval al de ambitie gesteld om hun defensie-uitgaven op te trekken en bevonden zich op een traject van militaire investeringen en innovatie om de bladzijde van de expeditionaire oorlogsvoering post-Koude Oorlog om te slaan. Plannen die nu met de Russische oorlog in Oekraïne versneld moeten uitgevoerd worden tegen een achtergrond van inadequate stocks en niet-afgestemde industriële capaciteit.

Onze militaire budgetten zijn beperkt: coördinatie en samenwerking tussen de economische, academische, militaire en politieke sferen binnen dit land zijn dus van elementair belang om onze nationale doelstellingen en internationale verplichtingen in de komende jaren te halen. Het is een doorlopende oefening om te identificeren welke capaciteiten relevant zijn voor onze Defensie – vandaag en in de toekomst –, welke onze industriële of wetenschappelijke troeven zijn om deel te kunnen uitmaken van de grotere Europese herbewapening, en welke investerings- of ontwikkelingsprogramma's essentieel.

Echter in de nasleep van de Agusta- en Dassault-affaires werden er muren opgetrokken tussen Defensie, industrie en politiek, waardoor deze sferen vaak onafhankelijk van elkaar en zonder interactie opereren, wat leidt tot inefficiënties en gemiste kansen. Maar de tijden zijn veranderd, we kunnen ons deze disconnectie niet langer veroorloven. Een veelheid van financiële, industriële en werkgelegenheidsvoordelen dreigt verloren te gaan.

Voor de politiek is een belangrijke rol weggelegd in het tijdig selecteren en onderhandelen van partnerschappen, faciliteren van synergien en in het wegnemen van het taboe of schroom dat ontstaan is bij vele bedrijven, onderzoeksinstellingen en financiële actoren om samen te werken met Defensie of de defensie-industrie. Alsook

pour mission de créer le climat d'investissement adéquat en éliminant les obstacles qui entravent inutilement les exportations et les financements ou qui privent nos entreprises, nos instituts de recherche et nos universités de retombées bénéfiques. Pour pouvoir mener à bien ces missions, ces responsables doivent renouer le contact avec les mondes militaire et industriel.

Outre des responsables politiques conscients de ses besoins réels, la Défense nécessite une industrie de la défense solide, moderne et efficace pour lui garantir une autonomie opérationnelle plus large et pour s'assurer que les produits qu'elle cherche correspondent réellement à ses besoins et ont été développés selon les normes appliquées par nos alliés. La Défense nécessite du personnel technique qualifié qui trouve le chemin de ses emplois vacants, ainsi que des départs ciblés de collaborateurs vers le marché du travail, en veillant à une rétention maximale des connaissances et des valeurs militaires spécifiques acquises.

La Défense ne dispose pas d'une masse critique suffisante pour permettre à notre industrie de s'y greffer. Notre industrie de la Défense a donc tout intérêt à ce que le monde politique puisse identifier à temps les possibilités qui lui permettraient de participer à des programmes de défense multinationaux et européens, et de lui offrir ainsi la base nécessaire pour rester compétitive dans un environnement européen concurrentiel dans les domaines technologiques et les capacités industrielles prioritaires. La coopération avec la Défense permet aussi de confronter son développement avec les besoins et développements actuels sur le terrain, de l'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement de plus grande taille et d'en faire une source de main-d'œuvre motivée.

En ce qui concerne le monde académique, il importe que les instituts de recherche et les universités soient au cœur de la septième révolution militaire et qu'ils puissent participer au développement des technologies militaires pertinentes de demain, qui pourraient aussi connaître une série d'applications civiles. Mais ces entités pourraient aussi être totalement mobilisées pour fournir les profils techniques qualifiés adéquats dont la Défense et l'industrie ont besoin dans un nombre sans cesse croissant de domaines opérationnels.

Dans le passé, cet écosystème a souvent été qualifié de triple hélice. Ces mots désignaient une coopération organique entre les pouvoirs publics, les centres de connaissance et l'industrie visant à favoriser la recherche et le développement au sein de la Défense. En pratique, toutefois, cette coopération s'est trop longtemps limitée à des accords de coopération et à des projets-pilotes *ad hoc* dépourvus de vision globale ou d'ambitions définies concrètement à moyen terme. C'est en 2016 que

in het creëren van het juiste investeringsklimaat door het wegwerken van de drempels die export of financiering onnodig belemmeren of onze ondernemingen, onderzoeksinstututen en universiteiten gunstige terugverdieneffecten ontzeggen. Om deze opdracht ten volle te vervullen moet ze haar voeling hervinden met zowel de militaire als de industriële werelden.

Defensie heeft, naast een politiek die inzicht heeft in haar daadwerkelijke noden, behoefte aan een sterke, moderne en efficiënte defensie-industrie om haar een bredere operationele autonomie te garanderen en ervoor te zorgen dat de producten die ze zoekt ook daadwerkelijk aansluiten bij haar eigen noden en ontwikkeld zijn naar de standaarden van onze bondgenoten. Ze heeft behoefte aan technisch geschoold personeel dat haar weg vindt naar haar vacatures en een gerichte uitstroom naar de arbeidsmarkt met maximale retentie van de specifieke militaire kennis en waarden die werden opgedaan.

Voor onze industrie heeft Defensie onvoldoende kritische massa om zich op te enten. De defensie-industrie in ons land heeft er dus alle belang bij dat de politieke omgeving tijdig opportuniteiten kan identificeren om haar te laten participeren aan multinationale en Europese defensieprogramma's en de basis te bieden om te blijven concurreren binnen een competitieve Europese omgeving op prioritaire technologiegebieden en industriële capaciteiten. Samenwerking met Defensie biedt wel opportuniteiten om hun ontwikkeling ook te toetsen aan de actuele noden en ontwikkelingen op het terrein, om opgenomen te worden in de grotere toeleveringsketens en als bron van gemotiveerde werkkrachten.

Voor de academische wereld, zowel onderzoeksinstututen als universiteiten, is het belangrijk dat ze centraal staan in de zevende militaire revolutie en mee de relevante militaire technologieën van morgen kunnen ontwikkelen die mogelijk ook een hele reeks civiele toepassingen kennen. Maar ook volledig ingeschakeld zijn in het aanleveren van de juist opgeleide technische profielen die Defensie en de industrie nodig hebben op een steeds ruimer aantal operationele domeinen.

In het verleden werd dit ecosysteem vaak benoemd als de *triple helix*: een organische samenwerking tussen overheid, kenniscentra en industrie om O&O binnen Defensie te bevorderen. Maar in de praktijk bleef het al te vaak beperkt tot *ad hoc* samenwerkingsverbanden en pilootprojecten zonder overkoepelende visie of concreet uitgeschreven ambities op de middellange termijn. De Strategische Visie bepaalde in 2016 voor het eerst dat er een "*Defense, Industry and Research Strategy*"

la Vision stratégique a prévu, pour la première fois, qu'il convenait de se doter d'une stratégie pour la défense, l'industrie et la recherche (*Defence, Industry and Research Strategy*, DIRS) qui permette de concrétiser, de piloter et de financer la coopération, en matière de sécurité, entre ces trois parties prenantes (Défense, industrie et instituts de recherche), sous l'égide des autorités publiques (fédérales comme régionales), dans le but de développer les compétences et les capacités industrielles compétitives défense nécessaires pour protéger les intérêts de sécurité essentiels de notre pays.

Il aura toutefois fallu attendre septembre 2022 pour que voient le jour la DIRS, dotée d'un budget de 1,8 milliard d'euros et d'une trajectoire de croissance jusqu'en 2030, et un Conseil industriel de Défense. Quelques premiers projets ont déjà été élaborés dans ce cadre sur la proposition du comité de pilotage et des comités consultatifs mis en place pour rationaliser cette mission, mais ces projets n'associent pas directement les entités fédérées, leur sélection n'est pas transparente et ils ne traduisent pas le "sens de l'urgence" que suppose la mission de réarmer l'Europe et d'approvisionner l'Ukraine.

Nous estimons que la DIRS devrait être renforcée afin qu'elle corresponde à la vision initiale et que les entités fédérées y soient associées, voire cofinancent la participation aux grands projets internationaux. Les structures de concertation créées au sein de la DIRS ont leur mérite, mais il existe un besoin plus profond de créer une communauté qui reliera tous les milieux économiques, académiques, politiques et militaires pertinents de notre pays et qui chercherait à garantir la compréhension et le dialogue, qui constituent des éléments importants sur la voie d'une plus grande efficacité au sein de cet écosystème.

Il faudra pour cela éliminer les obstacles qui entravent le bon fonctionnement de la triple hélice mentionnée plus haut en établissant des protocoles de communication clairs, directs et non restrictifs entre la Défense et l'industrie, les universitaires et le monde politique. Il convient aussi d'encourager davantage la Défense à engager et à oser engager activement le dialogue avec les autres parties prenantes.

Le gouvernement entend créer un Conseil industriel de défense, mais la mise en place d'une plateforme plus vaste, par analogie avec la composition des Hautes études de sécurité et de défense organisées par l'Institut royal supérieur de défense (IRSD), qui rassemblent régulièrement un large éventail d'expérience et d'expertise sur les plans économique, politique et militaire, peut offrir une plus-value accrue.

(DIRS) moest komen, die de veiligheidssamenwerking tussen de drie stakeholders (Defensie, industrie, onderzoeksinstellingen) vanuit de overheid (zowel federaal als deelstatelijk) vormgeeft, aanstuurt en financiert om competitieve defensie-gerelateerde industriële competenties en capaciteiten te ontwikkelen die noodzakelijk zijn voor de bescherming van de essentiële veiligheidsbelangen van ons land.

Het duurde echter tot september 2022 vooraleer de DIRS, met een budget van 1,8 miljard euro en een groeitraject tot 2030 en een Industriële Defensieraad boven de doopvont werden gehouden. Druppelsgewijs komen daar de eerste projecten uit voort, op basis van de voordrachten van het steering committee en de adviesraden die in het leven werden geroepen om de opdracht te stroomlijnen. Echter zonder de directe betrokkenheid van de deelstaten, transparantie over de selectie van projecten, of met de nodige "sense of urgency" die de opdracht van de herbewapening van Europa en de voorrading van Oekraïne met zich meebringen.

Voor ons moeten de DIRS versterkt worden naar de oorspronkelijke visie waarbij in samenspraak met de deelstaten wordt opgetreden, of zelfs aan cofinanciering wordt gedaan voor participatie aan grote internationale projecten. De overlegstructuren gecreëerd binnen de DIRS hun verdienste, maar is er een diepere noodzaak naar de oprichting van een gemeenschap die alle relevante economische, academische, politieke en militaire sferen binnen ons land verbindt en streeft naar begrip en dialoog als een belangrijke stap in de richting naar meer efficiëntie en effectiviteit binnen het ecosysteem.

Daartoe moeten de muren die de goede werking van een *triple helix* hinderen afgebouwd worden met duidelijke, heldere en niet-te-restrictieve communicatieprotocollen voor Defensie naar industrie, academici en politiek toe. Alsook een betere stimulering voor Defensie om actief de dialoog met de andere stakeholders te kunnen en durven aangaan.

De regering is van plan een Industriële Defensieraad op te richten, maar de creatie van een breder platform naar voorbeeld van de samenstelling Hoge Studies Veiligheid en Defensie georganiseerd door het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie (KHID), dat op regelmatige basis een breed scala aan ervaring en expertise op economisch, politiek en militair vlak samenbrengt, kan een grotere meerwaarde hebben.

Une plateforme peut générer un environnement inclusif et collaboratif permettant d'atteindre de meilleurs résultats dans les programmes militaires de construction, d'achats et de développement ainsi que d'identifier plus rapidement les obstacles dans les chaînes d'approvisionnement et d'exportations afin de piloter, à court terme, la reconstitution de nos stocks d'armement et de notre capacité industrielle et, à moyen terme, de mettre en place un secteur de la défense fort, moderne, concurrentiel et ancré dans la société, qui soit capable de relever les défis de l'avenir.

Cette plateforme permettra également d'aligner les besoins de notre Défense sur ceux des pays voisins et d'identifier des synergies entre le secteur de la sécurité et le secteur économique ou des méthodes qui permettent à un plus grand nombre de citoyens de partager leur expertise avec la Défense en service actif ou de réserve. Une autre mission consisterait à mieux accompagner les militaires, au terme de leur carrière, vers des emplois sur le marché du travail qui soient pertinents au regard de leur expérience.

Nous recommandons en outre au gouvernement de répondre à plusieurs préoccupations exprimées le 15 février 2023 par les représentants de l'industrie de la Défense lors d'une réunion de la commission de la Défense nationale de la Chambre consacrée au thème suivant: "Le plan STAR et la *Defence, Industry and Research Strategy (DIRS)*".

Een platform kan een inclusieve en collaboratieve omgeving tot stand brengen waarin betere resultaten in militaire bouw, aankoop- en ontwikkelingsprogramma's bereikt worden en waarbij hindernissen in de aan- en uitvoerketens sneller geïdentificeerd worden om op korte termijn om de heropbouw van onze wapenvoorraden en industriële capaciteit te begeleiden en op de middellange termijn om een sterke, moderne, concurrentiële en maatschappelijk geënte defensiesector te creëren die in staat is om de uitdagingen van de toekomst aan te gaan.

Maar ook om onze kennissectoren beter kunnen afstemmen op de noden van onze Defensie en die van onze buurlanden. En synergien te identificeren tussen veiligheids- en economische sectoren of manieren waardoor meer burgers hun expertise kunnen delen met Defensie in actieve dienst of reserve. Of hoe militairen beter begeleid worden naar, voor-hun-ervaring-relevante, posities binnen de arbeidsmarkt na hun carrière.

Verder bevelen wij de regering aan een hele reeks bezorgdheden te beantwoorden, die geuit werden door vertegenwoordigers van de Defensie-industrie op 15 februari 2023 in de Kamercommissie Landsverdediging, betreffende: "Het STAR-plan en de *Defence, Industry and Research Strategy (DIRS)*"

Theo Francken (N-VA)
 Peter Buysrogge (N-VA)
 Darya Safai (N-VA)
 Sander Loones (N-VA)
 Michael Freilich (N-VA)
 Koen Metsu (N-VA)
 Frieda Gijbels (N-VA)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que la *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS) vise à promouvoir le développement et la consolidation d'une base industrielle et technologique de défense belge afin de se positionner comme un partenaire technologique pertinent, fiable et compétitif dans le développement des capacités européennes et transatlantiques;

B. constatant que le gouvernement a annoncé, le 23 juin 2022, la mise en place d'un Conseil industriel de défense afin de veiller à ce que les futurs achats militaires génèrent de meilleures retombées économiques;

C. considérant que le gouvernement fédéral a d'ores et déjà réservé un montant de 1,8 milliard d'euros pour la Défense en vue de rechercher des opportunités industrielles pour des projets qui s'inscrivent dans sept domaines verticaux et huit domaines horizontaux;

D. prenant acte du fait que l'industrie de la sécurité et de la défense représente, dans notre pays, 7.200 emplois directs et 12.250 emplois indirects et que la *Belgian Security & Defence Industry* (BSDI), qui représente le secteur de la défense au sein d'Agoria, indique qu'elle supervise près de 66 entreprises actives dans le secteur militaire et le secteur des biens à double usage (*dual use*), dont 60 % de PME qui emploient au total 15.000 travailleurs et qui réalisent un chiffre d'affaires de 4,3 milliards d'euros;

E. vu l'audition organisée le 15 février 2023 en commission de la Défense de la Chambre et consacrée au thème: "Le plan STAR et la *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS)", au cours de laquelle plusieurs orateurs issus du secteur de l'industrie ont été entendus;

F. vu l'exemple des Hautes études de sécurité et de défense, formation organisée par l'Institut royal supérieur de défense (IRSD) avec le soutien de l'Institut royal des Relations internationales;

G. vu la proposition d'acte de soutien à la production de munitions de la Commission européenne visant à aider l'industrie européenne à accroître ses capacités de production de munitions en stimulant les investissements dans les capacités de production, dans les chaînes d'approvisionnement, dans l'équipement et dans les effectifs afin d'armer l'Ukraine et de reconstituer ses propres stocks;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat de *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS) tot doel heeft de ontwikkeling en instandhouding van een Belgische technologische en industriële defensiebasis te bevorderen om haar te positioneren als een relevante, betrouwbare en competitieve technologische partner in de Europese en trans-Atlantische capacitaire ontwikkeling;

B. constaterend dat de Vivaldi-regering op 23 juni 2022 aankondigde een Industriële Defensieraad in het leven te roepen om er onder meer voor te zorgen dat toekomstige legeraankopen meer economische *return* opleveren;

C. aanstippend dat de federale regering alvast 1,8 miljard euro opzijgezet heeft voor Defensie om industriële kansen na te jagen voor projecten in zeven verticale domeinen en acht horizontale domeinen;

D. akte nemend dat de zuivere veiligheids- en defensie-industrie in ons land goed is voor 7.200 rechtstreekse en 12.250 onrechtstreekse arbeidsplaatsen en dat de *Belgian Security & Defence Industry* (BSDI), die binnen Agoria de defensiesector vertegenwoordigt, stelt dat het zo'n 66 bedrijven onder zijn vleugels heeft in de militaire en *dual-use* sector waarvan ongeveer 60 procent kmo's, met 15.000 werknemers en een omzet van 4,3 miljard euro;

E. gelet de hoorzitting in de Kamercommissie Landsverdediging van 15 februari 2023 met als onderwerp: "het STAR-plan en de *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS)", waarin diverse sprekers uit de industrie gehoord werden;

F. inroepende het voorbeeld van de Hoge Studies Veiligheid en Defensie, een opleiding georganiseerd door het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie met de steun van het Koninklijk Instituut voor Internationale Betrekkingen;

G. signalerend het "Act in Support of Ammunition Production (ASAP)"-plan van de Europese Commissie om de capaciteit van de Europese industrie voor het produceren van munitie te verhogen door investeringen te stimuleren in productiecapaciteit, toeleveringsketens, uitrusting en personeel om Oekraïne te bewapenen en de eigen voorraden opnieuw aan te vullen;

H. vu la création de l'accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA) par l'OTAN le 7 mai 2022;

I. considérant que les chefs d'État et de gouvernement européens ont notamment souligné, au cours du sommet de Versailles, la nécessité d'investir davantage et mieux dans la défense et qu'ils ont appelé la Commission européenne à élaborer des propositions d'initiatives afin de renforcer la "base industrielle et technologique de défense européenne" (BITDE);

J. vu le *Defense Innovation Board* créé aux États-Unis en 2016, le *Defence and Security Accelerator* (DASA) créé au Royaume-Uni en 2016, l'Agence de l'innovation de défense créée en France en 2018 et le *Bundeswehr Innovation Center* créé en Allemagne en 2019;

K. considérant que le modèle de la triple hélice est dépassé et qu'il est souvent remplacé par un modèle innovant à quatre voire cinq hélices tenant plus largement compte du rôle de la société dans l'écosystème, ce qui signifie que les entités fédérées doivent être associées davantage à ces dossiers;

L. considérant que les entités fédérées ont un rôle essentiel à jouer dans la création d'un climat favorable à l'essor de notre industrie de la défense, non seulement en déterminant les facteurs environnementaux (formation, recherche, politique économique), mais surtout en accordant les autorisations pour l'exportation des produits liés à la défense;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'établir des protocoles de communication clairs et non inutilement restrictifs de la Défense vers l'industrie, le monde académique et le monde politique, afin de favoriser le fonctionnement du modèle de la triple hélice;

2. de créer une plateforme ou un forum à large échelle afin de mettre en place pour la Défense un environnement inclusif et collaboratif favorisant l'échange d'informations et d'idées avec d'autres milieux pertinents (économique, académique et politique):

2.1. cette plateforme doit se voir confier la mission d'identifier plus rapidement les opportunités et les obstacles pour la Défense, de suivre l'avancement de la stratégie industrielle et d'œuvrer à une meilleure compréhension de la Défense;

2.2. il convient d'associer à cette plateforme un large éventail de participants afin d'obtenir le spectre le plus

H. inroepende de oprichting van de *Defense Innovation Accelerator* voor de Noord-Atlantische Oceaan (DIANA) door de NAVO op 7 mei 2022;

I. verwijzend naar de top in Versailles waar de Europese staatshoofden en regeringsleiders onder meer de noodzaak benadrukken om meer en beter te investeren in defensie, en de Europese Commissie uitnodigen om voorstellen te ontwikkelen voor elk verder initiatief dat nodig is om de "Europese defensie technologische en industriële basis" (EDTIB) te versterken;

J. refererend naar de *Defense Innovation Board* opgericht in de Verenigde Staten van Amerika in 2016, de *Defence and Security Accelerator* (DASA) opgericht in 2016 in het Verenigd Koninkrijk, het *Defense Innovation Agency* opgericht in 2018 in Frankrijk en het *Bundeswehr Innovation Center* opgericht in 2019 in Duitsland;

K. opmerkend dat het concept van de *triple helix* inmiddels achterhaald is en veelal wordt vervangen door een *quadruple helix* of zelfs *quintuple helix*-innovatiemodel, waarbij de bredere rol van de maatschappij in rekening wordt genomen in het ecosysteem. Wat ook een grotere betrokkenheid van de deelstaten in deze dossiers vereist;

L. overtuigd van de rol van de deelstaten spelen in de creatie van een gunstig klimaat waarbinnen onze defensie-industrie kan floreren, niet alleen in het bepalen van de omgevingsfactoren (opleiding, onderzoek, economisch beleid), maar ook en vooral als vergunningverlenende partij voor de uitvoer van defensie-gerelateerde producten;

VERZOEKTE FEDERALE REGERING:

1. heldere en niet-nodeloos-beperkende communicatieprotocollen van Defensie naar industrie, academici en politiek op te stellen om de goede werking van een *triple helix* te bevorderen;

2. een breed platform of forum voor Defensie op te richten om voor haar een inclusieve en collaboratieve omgeving te creëren die de uitwisseling van informatie en ideeën met andere relevante sferen (economisch, academisch en politiek) bevordert:

2.1. dit platform dient met de opdracht belast te worden om voor Defensie sneller opportuniteiten en hindernissen te identificeren, de voortgang van de industriële strategie te monitoren en het algemeen begrip over Defensie te versterken;

2.2. bij dit platform dient een breed scala aan deelnemers betrokken te worden voor een zo ruim mogelijk

large possible de perspectives et d'expériences pertinentes pour la Défense;

3. de stimuler les connaissances sur les processus décisionnels, le développement militaire et les programmes d'achats en étendant l'offre de programmes de formation communs axée sur ce groupe cible et proposée par l'École royale militaire (ERM) et l'Institut royal supérieur de défense (IRSD) ou en prévoyant des stages au sein des unités militaires;

4. d'étendre et de consolider le groupe des partenaires stratégiques de la Défense afin de donner à un plus grand groupe d'entreprises et de centres de connaissances un lien structurel avec nos forces armées ou nos services de maintien de l'ordre, ce qui offrira des opportunités pour la mobilité des travailleurs, la fin du statut BDL (contrat à durée déterminée), une réserve industrielle, la participation à des exercices, un laboratoire pour tester de nouvelles technologies et le partage des casernes du futur;

5. de charger l'ERM d'établir un baromètre annuel de l'expertise militaro-industrielle dans notre pays, cartographiant aussi bien les points forts que les points faibles et identifiant les opportunités de coopération, les lacunes et les tendances observables chez nos alliés;

6. d'accroître la visibilité des activités de recherche liées à la défense réalisées à l'ERM et dans les Laboratoires de la Défense (DLD) afin de favoriser ainsi la conclusion d'accords de coopération avec les secteurs universitaire et industriel;

7. de communiquer plus rapidement avec le secteur au sujet de la sélection de projets dans le cadre du plan STAR, de l'opérationnalisation des axes de la *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS), de la participation de la Belgique aux grands programmes de défense au sein de l'UE et de l'OTAN et des modifications du calendrier de la loi de programmation militaire de manière à permettre à ce secteur de se réorienter et d'être associé en temps utile à ces programmes;

8. de prêter attention à l'appel européen à accélérer la production de munitions sur le territoire européen (*Act in Support of Ammunition Production, ASAP*) en soutenant le développement et l'élargissement de ces capacités dans notre industrie, en priorisant ces projets dans le cadre de la DIRS, ainsi qu'en mettant à disposition à cet effet la vaste capacité de stockage de munitions dont dispose la Défense dans le cadre de coopérations structurelles;

spectrum aan perspectieven en ervaringen die pertinent zijn voor Defensie;

3. kennis over besluitvormingsprocessen, militaire ontwikkeling en inkoopprogramma's te stimuleren door het aanbod aan gezamenlijke opleidingsprogramma's, gericht op deze doelgroep via de Koninklijke Militaire School (KMS) en het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, uit te breiden of te voorzien in stages binnen militaire eenheden zelf;

4. de groep van strategische partners van Defensie uit te breiden en te bestendigen, om zo een grotere groep aan ondernemingen en kennisinstellingen een structurele band te geven met onze strijdkrachten of ordehandhavingsdiensten, wat opties biedt voor uitwisseling van werknemers, uitstroom van het BDL-statuut (contract van beperkte duur), een industriële reserve, deelname aan oefeningen, een laboratorium voor het testen van nieuwe technologieën en gemeenschappelijke huisvesting binnen de kazernes van de toekomst;

5. de KMS jaarlijks een barometer te laten opstellen van het militaire industriële en kennislandschap in ons land dat zowel de sterke als de zwakke punten in kaart brengt, samenwerkingsopportuniteten en hiaten alsook de observeerbare trends bij onze bondgenoten identificeert;

6. de zichtbaarheid van defensie-gerelateerde onderzoeksactiviteiten aan de KMS en aan de Defensielabatoria (DLD) te vergroten om zo samenwerkingsverbanden naar de academische en industriële sector te bevorderen;

7. versneld te communiceren naar de sector over de selectie van projecten binnen het STAR-plan, de operationalisering van de assen binnen de *Defence, Industry and Research Strategy* (DIRS), Belgische deelname aan grote defensieprogramma's binnen EU en NAVO en verschuivingen binnen het tijdskader van de militaire programmeringswet om hen tijdig te laten heroriënteren en betrokken te laten worden;

8. gehoor te geven aan de Europese oproep tot versnelde productie van ammunitie op het Europees grondgebied (*Act in Support of Ammunition Production, ASAP*) door de ontwikkeling en uitbreiding van deze capaciteiten bij onze industrie te ondersteunen, deze projecten voorrang te geven binnen de DIRS, alsook de ruime opslagcapaciteit voor munitie die Defensie bezit hiervoor aan te bieden in structurele samenwerkingen;

9. d'examiner la création d'un accélérateur de défense et de sécurité au sein de la DIRS en vue de trouver et de financer également des idées et des solutions innovantes pour nos défis auprès des PME, des universitaires et des particuliers;

10. de renforcer la DIRS en invitant les entités fédérées à participer de manière plus structurelle à son organisation et en étendant les possibilités de sélection conjointe et de cofinancement de la participation à de grands projets internationaux;

11. d'évoluer vers une gestion plus transparente des projets en matière de défense dans le cadre de la DIRS et de la Stratégie R&T de la Défense en faisant aussi régulièrement rapport à la commission des Achats et des ventes militaires de la Chambre au sujet des avancées et des éventuels défis dans les divers dossiers ainsi qu'en prévoyant la publication d'un rapport annuel;

12. d'élaborer dans le cadre de la DIRS une politique d'accompagnement en matière de communication contribuant à renforcer l'image de l'industrie de la Défense dans notre pays auprès d'un plus large public, de l'industrie à double usage et du monde universitaire;

13. de parvenir à répertorier systématiquement les opportunités qui s'offrent à notre défense, notre industrie à double usage et nos centres de connaissances dans le cadre des différents programmes internationaux, européens et de l'OTAN, à l'instar de l'application *Trade4U*;

14. d'optimiser le financement de projets industriels en faveur de la Défense en alignant les moyens des portefeuilles de Belspo, de la SFPI (Société fédérale de participation et d'investissement) et de la DIRS et en les coordonnant avec les stratégies similaires des entités fédérées;

15. de stimuler la croissance de notre industrie de la défense en encourageant les banques et les établissements financiers à revoir leur politique ou leur cadre de conformité en ce qui concerne l'industrie de la défense ou à double usage et en étudiant la possibilité de conclure un protocole avec l'industrie à ce sujet;

16. d'utiliser, le cas échéant, la SFPI en tant que fonds d'investissement en vue d'offrir à notre industrie de la défense les possibilités de financement qu'elle n'obtiendrait pas de la part des banques et des compagnies d'assurances du secteur privé et d'influer sur la politique des banques et des compagnies d'assurances dont elle est actionnaire afin que celles-ci adoptent une attitude accommodante à l'égard de l'industrie de la défense;

9. onderzoek te doen naar de oprichting van een Defensie- en Veiligheidsaccelerator binnen de DIRS om ook innovatieve ideeën en oplossingen voor onze uitdagingen te vinden en te financieren bij kmo's, academici en particulieren;

10. de DIRS te versterken door de deelstaten uit te nodigen voor een structurele participatie in haar organisatie en de mogelijkheden voor gezamenlijke selectie en cofinanciering van deelname aan grote internationale projecten uit te breiden;

11. naar een transparanter beheer van defensieprojecten onder de DIRS en R&T Strategie van Defensie te evolueren waarbij aan de Kamercommissie Legeraankopen en -Verkopen ook op regelmatige basis wordt gerapporteerd over de voortgang en eventuele uitdagingen in de diverse dossiers. Alsook te voorzien in een publiek jaarrapport;

12. een flankerend communicatief beleid aan de DIRS uit te werken dat bijdraagt tot het versterken van het imago van de Defensie-industrie in ons land bij het breder publiek, *dual-use* industrie en de academische wereld;

13. te komen tot het systematisch in kaart brengen van opportuniteten voor onze defensie, *dual-use* industrie en kenniscentra in de diverse internationale, Atlantische en Europese programma's naar het voorbeeld van *Trade4U*;

14. de financiering van industriële projecten ten voordele van Defensie te optimaliseren door middelen binnen de Belspo, FPIM (Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij) en de DIRS-portefeuille op elkaar af te stemmen en te coördineren met gelijkaardige deelstatelijke strategieën;

15. de groei van onze defensie-industrie te stimuleren door banken en financiële instellingen aan te moedigen hun beleid of *compliance* kader betreffende de defensie-industrie of *dual use* te herzien en de mogelijkheid te bestuderen om hierover een protocol met de sector te sluiten;

16. desgevallend FPIM te gebruiken als investeringsfonds om onze defensie-industrie de financieringsmogelijkheden te bieden die ze niet krijgt van de private bank- en verzekeringssector en te wegen op het beleid van de banken en verzekeraars waarvan ze aandeelhouder is, opdat ze een Defensie-industrie vriendelijke houding aannemen;

17. de revoir la politique et les conditions de Credendo, de Finexpo et de la SBI de manière à ce qu'elles ne contiennent pas de freins inutiles qui empêchent ou entravent la collaboration avec les industries de la défense ou à double usage;

18. de moderniser le fonctionnement de la CANPAN et d'abandonner la liste belge complémentaire et dépassée de biens, technologies ou données sensibles, parallèlement à celle du Groupe des fournisseurs nucléaires;

19. d'appliquer correctement et de manière non limitative l'article 346 du TFUE afin de garantir la participation de nos entreprises au développement, à la production et aux activités connexes dans le cadre des dossiers d'achats destinés à la Défense;

20. d'examiner si la création d'une réserve de main-d'œuvre qualifiée pouvant être activée pour répondre à un pic d'activité dans l'industrie de la défense, à savoir une réserve industrielle ou de compétences selon le modèle français, offre des possibilités de soutenir l'effort de guerre au cours des années à venir;

21. de développer, en concertation avec les entités fédérées – également dans la perspective de la présidence européenne en 2024 –, une ligne d'action cohérente visant à:

21.1. supprimer les obstacles entravant notre industrie de la Défense, par exemple pour ce qui est du financement par la Banque européenne d'investissement ou de la participation à des projets mis en place par la Commission européenne;

21.2. identifier et éliminer les mesures protectionnistes (*de facto*) au sein du marché européen de la Défense qui nuisent à la compétitivité des petits États membres;

21.3. créer un cadre cohérent pour les exportations de produits militaires et de biens à double usage tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union;

22. d'examiner comment la coopération visant à revitaliser l'industrie de la Défense et à la faire répondre aux attentes de l'Union européenne et de l'OTAN pourrait être approfondie et formellement incluse dans une nouvelle déclaration Benelux, et d'examiner à cette occasion, en particulier, si des projets Benelux communs peuvent être proposés dans le cadre de la cinquième vague PESCO et de l'Acte de soutien à la production de munitions (*Act in Support of Ammunition Production, ASAP*);

17. het beleid en voorwaarden van Credendo, Finexpo en BMI tegen het licht te houden, opdat ze geen nodeloos-belemmerende elementen bevatten die samenwerking met de Defensie- of *dual-use* industrie verhinderen of belemmeren;

18. de werking van Canvek te moderniseren en af te stappen van de aanvullende en verouderde Belgische lijst van gevoelige goederen, technologieën of gegevens, naast die van de *Nuclear Suppliers Group*;

19. artikel 346 VWEU correct en niet-limitatief toe te passen om de deelname van onze bedrijven aan de ontwikkeling, productie en nevenactiviteiten van de geplande aankoopdossiers ten behoeve van Defensie te garanderen;

20. te bestuderen of het creëren van een reserve van geschoolde arbeidskrachten die kunnen geadviseerd worden om te reageren op een piek in activiteit in de Defensie-industrie, een zogenaamde industriële of vaardigheidsreserve naar Frans voorbeeld mogelijkheden biedt om de oorlogsinspanning van de komende jaren te onderbouwen;

21. om in samenspraak met de deelstaten – ook met oog op het Europese voorzitterschap 2024 – een coherent actiepunt uit te werken dat inzet op:

21.1. het wegwerken van belemmerende voorwaarden voor onze Defensie-industrie zoals die bestaan voor financiering door de Europese Investeringsbank of voor deelname aan projecten opgezet door de Europese Commissie;

21.2. het in kaart brengen en elimineren van (*de facto*) protectionistische maatregelen binnen de Europese defensemarkt die de concurrentiepositie van kleinere lidstaten schaden;

21.3. de creatie van een coherent kader voor de export van militaire en *dual-use producten* zowel binnen als buiten de Unie;

22. te onderzoeken hoe de samenwerking om de defensie-industrie te revitaliseren en af te stemmen op de verwachtingen van EU en NAVO verdiept en formeel opgenomen kan worden in een hernieuwde Benelux-verklaring. Daarbij in het bijzonder te bekijken of gezamenlijke Benelux-projecten voorgesteld kunnen worden in het kader van de vijfde PESCO-golf en de *Act in Support of Ammunition Production (ASAP)*;

23. de développer, à court terme et en concertation avec le Conseil industriel et les entités fédérées, une stratégie commerciale de symbiose avec le secteur privé sur les sites des Casernes du futur et d'autres sites de la Défense, par exemple sur le site de la caserne de la Marine d'Ostende;

24. d'adopter une position ambitieuse au sein de l'OTAN en ce qui concerne la nouvelle promesse d'investissement dans l'industrie de la défense (*defence industry investment pledge*).

25 mai 2023

23. op korte termijn en in samenspraak met zowel de Industriële Raad als de deelstaten een businessstrategie uit te werken voor de symbiose met de private sector op de terreinen van de Kazernes van de Toekomst en andere sites van Defensie, zoals de Marinewerf van Oostende;

24. binnen de NAVO een ambitieuze positie in te nemen betreffende de nieuwe "*defence industry investment pledge*".

25 mei 2023

Theo Francken (N-VA)
Peter Buysrogge (N-VA)
Darya Safai (N-VA)
Sander Loones (N-VA)
Michael Freilich (N-VA)
Koen Metsu (N-VA)
Frieda Gijbels (N-VA)